



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

DÉSIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR LA CERTIFICATION DES COMPTES

Exercices comptables 2025 à 2030

POUR LE C.H. de LISIEUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Table des matières

Article 1 : CONTEXTE.....	3
Article 2 : OBJET DU MARCHÉ	3
Article 3 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DONNÉES CLÉS.....	4
3-1 Missions et présentation du CH de LISIEUX.....	4
3-2 Chiffres clés.....	5
3-3 Moyens financiers	6
3-4 Ressources humaines	6
3-5 Organes de gouvernance	7
3-6 Organisation administrative	7
3-6-1 Les directions fonctionnelles	7
3-6-2 Les pôles d'activités.....	7
3-7 Organisation comptable et financière.....	7
3-8 Système d'information de gestion	8
Article 4 : PRESTATIONS ATTENDUES.....	8
4-1 Obligations des Titulaires.....	8
4-2 Modalités d'organisation et d'exécution de la prestation.....	9
Article 5 : PRATIQUE PROFESSIONNELLE RELATIVE A L'AUTORÉVISION.....	9
Article 6 : MODALITÉS D'ORGANISATION PRATIQUES.....	10
Article 7 : DÉSIGNATION D'UN SUPPLÉANT.....	10
Article 8 : Développement durable	10

Article 1 : CONTEXTE

L'article 17 loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, a inscrit dans le code de la santé publique à l'article L.6145-16, le principe de la certification des comptes de certains établissements publics de santé.

Conformément aux articles D. 6145-61-7 et D. 6145-61-8 du code de la santé publique, « *sont soumis à la certification de leurs comptes les établissements publics de santé dont le total des produits du compte de résultat principal, constaté lors de l'approbation du compte financier, est égal ou supérieur à cent millions d'euros pendant trois exercices consécutifs* ».

Article 2 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché consiste en l'exécution des prestations relevant du mandat de commissaire aux comptes tel que prévu par l'article L 6145-16 du code de la santé publique dans les conditions mentionnées au titre II du livre 8 et à l'article L823-16-1 du Code du commerce.

Le marché a pour objet la nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer, en application de l'article L.823-1 du code de commerce, le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

La mission générale comporte deux volets indissociables :

- d'une part le contrôle et la certification des comptes annuels, et,
- d'autre part les vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le marché comporte les missions suivantes :

- le contrôle et la certification des comptes annuels de l'établissement ;
- l'exercice de toutes les diligences directement liées à la certification des comptes annuels de l'établissement telles que définies par les normes d'exercice professionnel (NEP 9010 à 9080) : attestations, consultations, revue approfondie du contrôle interne, revue ciblée du système d'information suite à un changement d'application....

Les comptes annuels comprennent : le bilan, le compte de résultat et l'annexe du compte financier. Les vérifications spécifiques portent sur la vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport visé à l'article 1 du décret n°2013-1238 du 23 décembre 2013 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé.

Par ailleurs, la mission du commissaire aux comptes comporte, à la demande de l'établissement, des interventions qui s'inscrivent dans les SACC : Services autres que la certification des comptes.

Article 3 : PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DONNÉES CLÉS

3-1 Missions et présentation du CH de LISIEUX

Le Centre Hospitalier de LISIEUX, établissement public de santé est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière.

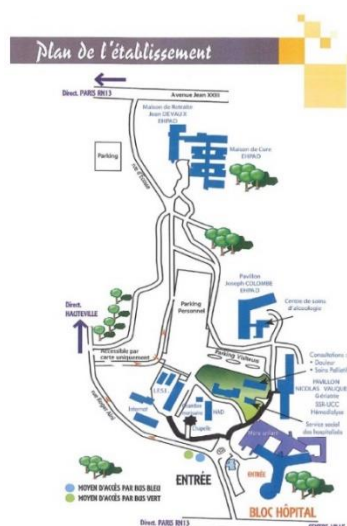
Ses missions sont définies à l'Article L. 6111-1 du code de la santé publique.

Le centre hospitalier de Lisieux est un établissement public de santé de référence dans le soin au sein du GHT Normandie Centre.

Il est le 2nd établissement par son offre du GHT Normandie Centre.

Une direction commune a été mise en place entre le CH de Lisieux, le CH de Pont L'Évêque, le CH de Vimoutiers et l'EPMS d'Orbec.

Plans de masse du site et localisation géographique



Le projet d'établissement a été adopté fin mai 2023 autour d'orientations stratégiques.

Le Centre hospitalier de Lisieux place la sécurité et la qualité au cœur de son projet.

Le projet est fondé sur les valeurs de : Respect / Bienveillance / Solidarité / Adaptabilité / Rigueur.

5 axes stratégiques sont retenus :

- AXE 1. Une modernisation numérique et immobilière au service des patients et des professionnels
- AXE 2. Une offre de soins de proximité renforcée, confortée par des filières d'expertise
- AXE 3. Un Hôpital, acteur de santé publique, promoteur dans l'accessibilité, l'inclusion, la prévention, le développement durable
- AXE 4. Un patient autonomisé dans son parcours de soin
- AXE 5. Un hôpital ouvert sur son territoire : coopérations renforcées avec le Groupement Hospitalier de Territoire, les professionnels de ville, les collectivités territoriales et les autres acteurs de prise en charge

Cela se traduit par :

- La volonté d'inscrire notre hôpital comme un acteur clé pour la **population du territoire**.
- Viser une amélioration continue de son rôle de service public hospitalier en l'inscrivant dans une **modernisation ambitieuse** (technologie, innovation, architecturale, soins, organisations...) à travers de multiples projets.
- Reconnaître **la place de l'utilisateur** en faisant le choix d'élaborer un projet des usagers.
- En s'engageant résolument dans la **transition écologique**, traduite dans un des volets du projet d'établissement, et en expérimentant une Commission Consultative de la Transition Ecologique. Un contrôleur de gestion de transition écologique est en poste depuis janvier.

Volet Santé publique.

L'établissement a adopté une feuille de route santé publique (décembre 2024) qui intègre le Projet d'établissement. L'ambition est de valoriser, renforcer et développer les actions de prévention auprès de nos patients et visiteurs, grâce à l'engagement des équipes dans les différents services. Des actions ont déjà été menées tout au long de l'année sur les droits des femmes, le syndrome d'alcoolisation fœtale, la dénutrition, le diabète, Mois sans tabac, le dépistage de cancers, pour lesquelles la santé environnementale est prise en compte.

Le CH a adopté en 2025 une feuille de route « centre hospitalier de Lisieux 2040 – hôpital acteur et promoteur de santé ». Cette feuille de route intègre les enjeux de transition écologique.

Les 7 volets : Médical et soignant, Soins, Psychologique, Usagers, Social, Transition écologique et enfin Management participatif forment le contenu du projet. Le projet médical et soignant a été conçu à partir des projets des pôles et des services. Un volet relatif au développement des liens avec la médecine de ville a été conçu (rencontres, lettres d'information, recours à LIFEN, annuaire médical...).

Il a été initié en 2021 à l'occasion de la candidature de l'établissement au SEGUR IMMOBILIER. L'hôpital a été retenu pour un projet de 65 millions € composé de 3 volets :

- Nouvel Institut de Formation des Professionnels de Santé (5 M€) ;
- Enveloppe Sécurité (incendie, technique, accessibilité) (5 M€) qui vise notamment à lever l'avis défavorable depuis bientôt 30 ans (cible 2024) ;
- Modernisation fonctionnelle et hôtelière du Tripode / Vauquelin (55 M€)

Le RESEP a été déposé en janvier 2024. L'établissement a reçu la visite de l'ANAP portant notamment sur le projet immobilier qui conforte le projet. Le COPIL ARS / CH / Conseil Régional s'est tenu fin décembre pour déterminer les actions. En 2025, doit être mené le travail de programmation concernant l'hospitalisation, les consultations...

Les nouvelles urgences sont en construction (6,5 M€) dont l'extension est opérationnelle depuis décembre 2023. La partie restructurée est terminée depuis fin décembre avec quelques dernières zones à finaliser. Un secteur pédiatrique identifié est mis en place.

3-2 Chiffres clés

Capacité du CH LISIEUX (hors fermeture provisoire liée à des difficultés d'effectif médical) :

Activités	Lits	Places	Total
Médecine (yc réa/SI/SC/UHCD/pédia/NN)	185	12	197
Chirurgie (yc gastro)	30	10	40
Obstétrique	25	2	27
Soins médicaux et de réadaptation	36		45
HAD		30	30
USLD	40		40
EHPAD	217	10	227
Total général	533	64	606

❖ Nombre d'actes et de consultations par an

	2023	2024
Nb de consultations externes	131 661	138 236

❖ Nombre de passages aux urgences

	2023	2024
Nb de passages aux urgences adultes	27 299	26 342
Nb de passages aux urgences pédiatriques	12 245	13 075
Sorties SMUR	503	482

3-3 Moyens financiers

Résultats comptables par budget 2022 et 2023 :

Compte de résultat	Résultat 2023	Résultat 2022
Compte de résultat principal	- 1 677 529,63	- 478 695,90
Compte de résultat annexe USLD	- 51 282,88	- 107 557,11
Compte de résultat annexe EHPAD	- 1 007 388,69	- 1 966 055,94
Compte de résultat annexe Ecoles	- 19 276,16	55 439,22
Compte de résultat annexe DNA	544 977,42	-
Total	- 2 210 499,94	- 2 496 869,73

Les comptes financiers issus d'Helios ainsi que les rapports financiers de 2021, 2022 et 2023 sont annexés à ce document (annexe 1 – Compte de résultat CH LISIEUX).

3-4 Ressources humaines

L'effectif totale du Centre Hospitalier de LISIEUX en ETP moyen rémunéré s'élève à hauteur de :

En 2024 :

- PNM : 1311.50 ETP rémunérés en moyenne
- PM : 173.91 ETP rémunérés en moyenne

En 2023 :

- PNM : 1310.95 ETP rémunérés en moyenne
- PM : 167.78 ETP rémunérés en moyenne

3-5 *Organes de gouvernance*

Le Centre Hospitalier de LISIEUX est doté d'un conseil de surveillance. Il est dirigé par un directeur assisté d'un directeur.

Le directeur a la qualité d'ordonnateur au sens du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le comptable public de l'établissement est **Mme Evelyne PATOUX**.

3-6 *Organisation administrative*

3-6-1 *Les directions fonctionnelles*

L'organigramme des directions fonctionnelles et la cartographie des pôles sont joints en annexes 2 et 3.

3-6-2 *Les pôles d'activités*

Le Centre Hospitalier de Lisieux est organisé en 6 pôles :

Pôle MEDECINE :

Médecine interne, Diabétologie, Médecine vasculaire, Cardiologie, USC de cardiologie, Hémodialyse, Néphrologie, Neurologie, USC, Centre mémoire, Unité de rééducation fonctionnelle, Pneumologie, Oncologie thoracique, Infectiologie, SMR polyvalent.

Pôle TRANSVERSAL CLINIQUE :

SMUR, Urgences, UHCD, Réanimation, USIP, Unité Médico judiciaire de proximité, Imagerie médicale.

Pôle TRANSVERSAL SUPPORT :

Pharmacie, Laboratoire, Hôpital de jour de médecine, stérilisation, Hygiène Hospitalière.

Pôle GERIATRIQUE :

EHPAD, USLD, SMR Gériatrique, Médecine gériatrique, Unité cognitivo-comportementale, Unité Douleur et soins palliatifs, Hospitalisation à domicile.

Pôle CHIRURGIE ANESTHESIE :

Chirurgie orthopédique et traumatologique, Chirurgie viscérale, générale et vasculaire, ORL, stomatologie et chirurgie cervico-faciale, Hôpital de jour de Chirurgie, Anesthésie, Gastro-entérologie, Addictologie, Ophtalmologie.

Pôle MERE ENFANT :

Gynécologie-obstétrique, Néonatalogie, Pédiatrie, Urgences pédiatriques.

Cartographie des pôles en annexe.

3-7 *Organisation comptable et financière*

Le Centre Hospitalier de Lisieux relève pour sa gestion financière du chapitre 5 du titre IV du livre Ier de la sixième partie du code de la santé publique.

Il est régi par l'instruction budgétaire et comptable M 21 et par les dispositions du titre I du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La direction des affaires financières du CH de Lisieux est composée des services suivants :

- Service des finances, mandatement, émission des titres pour les recettes diverses, préparation et suivi des budgets, gestion de la trésorerie, des emprunts et de la TVA
- Contrôle de gestion et suivi des activités en lien avec le DIM
- Bureau des entrées (parcours patient)

3-8 Système d'information de gestion

Le comptable public de l'ensemble des établissements publics de santé est doté d'un progiciel dénommé HELIOS servant à payer les ordres de paiement émis par l'ordonnateur, à recouvrer les titres de recette émis par ce dernier, à tenir la comptabilité générale de l'établissement et à établir à la clôture de l'exercice la plupart des états financiers soumis au certificateur (notamment le bilan et le compte de résultat). Une documentation relative à ce système d'exploitation développé et exploité par la Direction générale des finances publiques (ministère chargé du budget) sera remise à chaque titulaire des marchés.

Article 4 : PRESTATIONS ATTENDUES

La durée du mandat de commissaire aux comptes est de six exercices, mission légale de certification classique dont le premier exercice contrôlé est celui au cours duquel il est nommé.

Le présent marché couvre les mandats des exercices à partir de 2025 du Centre Hospitalier de LISIEUX. Le premier exercice au cours duquel le commissaire aux comptes intervient donne lieu à la mise en œuvre de procédures d'audit sur le bilan d'ouverture.

4-1 Obligations des titulaires

Les modalités d'organisation et d'exécution de ce marché sont celles définies par les textes législatifs et réglementaires applicables à la profession de commissariat aux comptes et par les normes d'exercice professionnel actuellement en vigueur.

La mission se déroulera en 3 phases :

- Planification de l'audit
- Phase préliminaire à l'arrêté des comptes
- Audit des états financiers.

Pour chacune de ces phases, le titulaire précise à l'appui de son offre le calendrier et la durée, les interlocuteurs de l'établissement qui sont mobilisés et les documents qui sont mis à sa disposition, ainsi que les restitutions ou livrables à chaque étape.

Les principaux éléments attendus sont rappelés dans le tableau suivant :

Phases de l'audit	Documents / livrables	Communication / restitutions
Planification de l'audit	<ul style="list-style-type: none"> • Lettre de mission comprenant notamment le plan de mission et le Calendrier de l'intervention (NEP 210) 	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion de lancement de la mission avec l'ordonnateur et le comptable public
Phase Préliminaire	<ul style="list-style-type: none"> • Synthèse des points de contrôle interne • Recommandations à mettre en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion de présentation des points de contrôle interne
Audit des états financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Synthèse des points d'audit • Support de présentation au Conseil de surveillance • Rapport légal sur les comptes annuels 	<ul style="list-style-type: none"> • Réunion de présentation des résultats de l'audit avec l'ordonnateur et le comptable public • Présentation du rapport au Conseil de surveillance

Par ailleurs, le titulaire fournit régulièrement une information sur les évolutions normatives et répond aux questions techniques.

4-2 Modalités d'organisation et d'exécution de la prestation

Le rapport du ou des commissaires aux comptes est remis, au plus tard, dans des délais qui permettent une approbation du compte financier, conforme aux dispositions du décret n° 2013- 1238 du 23 décembre 2013 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé (approbation au plus tard le 30 juin de l'année qui suit) et au moins 15 jours avant la date du conseil de surveillance devant adopter les comptes.

Le rapport de certification est aussi communiqué au comptable public, en parallèle de son envoi à l'ordonnateur (article L823-16-1 du code du commerce).

La validation des livrables se fait après approbation des comptes par le conseil de surveillance.

Article 5 : PRATIQUE PROFESSIONNELLE RELATIVE A L'AUTORÉVISION

L'attention du titulaire est attirée sur le respect du code de déontologie de la profession.

Le titulaire du marché reste très vigilant concernant le respect des pratiques d'autorévision. Il se réfère à la documentation issue du Haut Conseil du Commissariat aux Comptes qui fait autorité en la matière nommé « Identification d'une Bonne Pratique Professionnelle relative à l'Autorévision ».

Cette pratique professionnelle est destinée à aider le Commissaire aux comptes dans ses prises de

décisions relatives à l'acceptation ou au maintien de son mandat en explicitant la démarche qu'il doit adopter pour appréhender les situations d'autorévision, le risque d'autorévision susceptible d'en résulter, et le cas échéant la possibilité de mettre en place des mesures de sauvegarde appropriées. Compte tenu du caractère particulier de chaque situation, il convient de souligner l'importance à accorder à l'analyse des prestations par le commissaire aux comptes.

Le titulaire devra impérativement joindre dans son offre la déclaration d'indépendance du commissaire aux comptes.

Article 6 : MODALITÉS D'ORGANISATION PRATIQUES

Services autres que le commissariat aux comptes :

En relation avec la mission légale, des travaux complémentaires d'audit pourront être menés par les commissaires aux comptes conformément à l'ordonnance du 17 mars 2016.

Les modalités d'organisation et d'exécution du présent marché sont celles définies par les textes législatifs et réglementaires applicables à la profession de commissariat aux comptes et par les normes d'exercice professionnel actuellement en vigueur.

Le titulaire du marché est tenu d'exercer sa mission conformément aux textes précités.

Article 7 : DÉSIGNATION D'UN SUPPLÉANT

Si le titulaire est une personne physique ou une personne morale unipersonnelle, il désigne dans sa proposition un suppléant dans le seul but de pallier à une éventuelle défection.

Le suppléant peut être amené à remplacer le titulaire en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

Le suppléant désigné ne peut prétendre à aucune rémunération dans le cadre de sa mission de suppléant.

En cas de remplacement du titulaire, le suppléant accepte les clauses du présent marché sans n'y apporter aucune modification.

Les prestations, aussi bien au niveau quantitatif que qualitatif, demeurent identiques dans les conditions établies lors de la notification du marché entre le Titulaire et l'établissement bénéficiaire.

Article 8 : Développement durable

➤ Gestion des déplacements

Dans la mesure du possible, le titulaire privilégie les déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun. Si le déplacement en véhicule individuel est indispensable, le titulaire utilise de préférence un véhicule fonctionnant à l'énergie verte (électrique...) conforme aux normes en vigueur.

Pour vérification, le titulaire communique sur simple demande les justifications de transports et/ou la carte grise du véhicule.

➤ Informatique verte (Green IT)

Le titulaire met en place une pratique visant à utiliser les technologies de l'information de manière responsable afin de réduire son empreinte environnementale des activités informatiques :

- D'hébergement et de tri des données
- D'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne
- De gestion raisonnée des courriels
- De recyclage du matériel informatique

Pour vérification, le titulaire transmet sur simple demande sa chartre informatique à l'acheteur.

➤ Gestion des déchets

Le prestataire est responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés par l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Il est chargé de la collecte, du transport, de l'entreposage, du tri et de l'évacuation des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Pour vérification, le titulaire produit sur demande tout justificatif de traçabilité des déchets.

* *
*